
Pierre-André Taguieff

Du diable
en politique

Réflexions sur
l'antilepénisme ordinaire

CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



L'antilepénisme ordinaire a pris l'allure d'une machine fonctionnant dans un seul sens : empêcher de connaître et de comprendre l'ennemi désigné, interdire toute discussion libre et informée sur le mouvement lepéniste, substituer l'indignation morale et la condamnation diabolisante à la critique argumentée et à la lutte politique.

La diabolisation de l'adversaire empoisonne le débat démocratique et profite en définitive au parti lepéniste, qui tire habilement parti de la dénonciation vertueuse et consensuelle dont il est l'objet pour se poser en victime du « Système ». Toute dénonciation extrémiste fait le jeu de l'extrémisme dénoncé.

Le seul moyen de dire clairement en quoi les orientations du FN sont inacceptables consiste à analyser le programme de ce parti sans lunettes idéologiques, donc sans le lire à travers les stéréotypes accumulés au terme d'une longue tradition « antifasciste ».

Face au FN, il faut d'abord vouloir le connaître, puis le juger sur ses résultats locaux, dans la gestion municipale, et non plus seulement sur ses intentions déclarées ou ses projets.

Ce livre, qui analyse la diabolisation dans tous ses aspects, s'efforce de penser l'extrémisme politique, sur la base de multiples exemples historiques. Il s'impose pour faire face aux extrémismes contemporains.

Philosophe, politologue et historien des idées, Pierre-André Taguieff est directeur de recherche au CNRS, rattaché au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof, Paris). Il est notamment l'auteur de La Force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles (1988), Le Racisme (1997), La Nouvelle Judéophobie (2002), L'Illusion populiste (2007) et Le Nouveau national-populisme (2012).

DU DIABLE EN POLITIQUE

RÉFLEXIONS
SUR L'ANTILEPÉNISME ORDINAIRE

Pierre-André Taguieff

DU DIABLE EN POLITIQUE

RÉFLEXIONS
SUR L'ANTILEPÉNISME ORDINAIRE

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

À Philippe Cohen (1953-2013)
et Jean-François Mattéi (1941-2014),
in memoriam

Introduction

Goût et dégoût des extrêmes

« Les extrêmes me touchent. »
André Gide, *Morceaux choisis*, 1921,
phrase placée en épigraphe.

Dans un essai politique paru en 1911, *Le Procès de la démocratie*, Georges Guy-Grand s'interrogeait sur les « philosophies antidémocratiques » de son temps, et formulait l'hypothèse qu'en dépit de leurs oppositions idéologiques, les extrémistes du pôle révolutionnaire étaient psychologiquement plus proches de leurs homologues du pôle réactionnaire que des défenseurs de la démocratie, de droite ou de gauche : « Les philosophies antidémocratiques sont d'autant plus curieuses qu'elles viennent des extrémités les plus opposées de l'horizon philosophique, de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche, et même, faudrait-il dire, de la plus extrême-droite et de la plus extrême-gauche. (...) Les extrêmes se touchent, car si les idées sont foncièrement opposées, les tempéraments sont semblables¹. » L'analyse des « tempéraments » permet de rapprocher ce que l'analyse des « idées » distingue². Dès lors, le clivage le plus profond est celui qui oppose les extrémistes (révolutionnaires ou réactionnaires) aux modérés (réformistes ou conservateurs). D'un côté, ceux qui pratiquent la vertu de prudence, de l'autre, ceux qui n'hésitent pas à prôner la violence. Du goût de l'extrémisme témoigne un aphorisme de Robert de Montesquiou, cité en 1908 par Anatole France dans *L'île des pingouins* : « Il n'y a de supportable que les choses extrêmes³. » La préférence pour l'extrémisme est une forme d'esthétisme, exprimant un désir de vie intense et de mobilisation

totale, illustré notamment par les engagements d'intellectuels dans les mouvements révolutionnaires ou contre-révolutionnaires au XIX^e siècle, puis, au siècle suivant, dans le fascisme ou le communisme. Ces esthétisations rivales de l'action politique ont ceci de commun qu'elles transfigurent la lutte, le combat, la guerre, en leur conférant une fonction de régénération ou de rédemption. Quelle que soit son orientation idéologique, l'extrémisme fonctionne comme une doctrine de salut.

Qui observe sans lunettes idéologiques la réalité politique française aujourd'hui se rend vite compte d'un fait qui semble aller de soi, alors qu'il devrait faire scandale : la diabolisation s'exerce à sens unique. Il y a extrémisme et extrémisme, et les « extrêmes » ne sont pas rejetés avec la même intensité. L'inégalité de traitement entre l'extrême droite et l'extrême gauche saute aux yeux, et l'on s'étonne que nul ne s'en étonne. Ceux qui ont intériorisé les présuppositions de l'antifascisme soviétique⁴, à travers divers héritages culturels ou politiques (dont ils sont rarement conscients), ne voient le Mal politique que dans « l'extrême droite », unique objet de leur capacité de diabolisation. Frappés d'hémiplégie par l'effet d'un héritage idéologique reçu passivement, sans examen critique, ils refont les chemins de la dénonciation communiste du « fascisme », amalgamé avec « la droite » et « la réaction », « camp » maudit rejeté dans les ténèbres du passé. Ils sont incapables de voir le Mal politique dans leur propre « camp », où « la gauche » est chevauchée, tentée et stimulée par « l'extrême gauche ». Leur camp commun est celui de l'avenir radieux supposé être aussi celui du « progrès » irréversible, de la marche triomphale vers un « monde meilleur », celui encore de « l'émancipation du genre humain », de la Justice sans faille, du Partage et du Bonheur pour tous, toujours pour demain. La gauche extrême est simplement plus pressée que la gauche tranquille, ses activistes étant en moyenne plus jeunes, plus agités et plus « casseurs » – son avant-garde violente est parfois nommée « ultragauche », censée être composée d'anarchistes et d'« autonomes ». Mais si, chez ceux qui sont sous l'emprise de l'idéologie dominante, l'extrémisme de gauche est tolérable, voire jugé sympathique (les « intentions » des activistes sont présumées bonnes, même chez les casseurs et les terroristes), l'extrémisme

de droite est haïssable et condamnable dans tous les cas, ne bénéficiant jamais de circonstances atténuantes. Cette asymétrie témoigne de l'orientation globalement « sinistriste » de notre système de croyances idéologiques⁵.

L'instrumentalisation de l'indignation rétrospective par l'« antifascisme » communiste a parfaitement rempli sa fonction, relevant d'une stratégie de diversion. Elle a fonctionné en vue de voiler et d'occulter la criminalité spécifiquement communiste, et, plus précisément, comme l'a fait remarquer François Furet, « pour donner à croire que le communisme n'était qu'une forme supérieure de la démocratie⁶ ». Le déséquilibre des mémoires respectives du nazisme et du communisme, alors même qu'on accepte la comparabilité des deux phénomènes historiques⁷, est saisissant. Alors que le nazisme, à juste titre, est perçu comme intrinsèquement répulsif, le communisme fait l'objet d'une évaluation nuancée, de jugements mitigés et de molles condamnations teintées de nostalgie, assorties d'un flot continu d'indignation visant les coauteurs du *Livre noir du communisme*⁸. L'historien Alain Besançon a justement mis en évidence le contraste, persistant autant que scandaleux, entre l'hypermnésie du nazisme et l'amnésie dont bénéficie le communisme⁹. Alors que le « devoir de mémoire » et la « repentance » visant le nazisme se sont normalisés, le communisme est toujours exempté de repentance, jugé avec retenue, voire complaisance, et paraît être en état d'amnistie permanente. Tout se passe comme si la transmission de l'héritage antifasciste protégeait d'une critique sans complaisance les héritiers les plus divers du communisme et, plus largement, ceux de l'utopisme révolutionnaire. Arme symbolique privilégiée de la gauche contre toute droite osant s'affirmer comme telle, la vulgate néo-antifasciste constitue aussi un bouclier contre la diabolisation au service de la seule extrême gauche, aussi violente soit-elle.

Toutes les variétés contemporaines de la gauche « extrémiste » ou « radicale » professent des positions « antifascistes »¹⁰. Dès lors, quoi que puisse faire l'extrême gauche, aussi violente se montre-t-elle, elle est excusable ou pardonnable, ce qui lui permet d'échapper à la diabolisation, laquelle frappe l'extrême droite au moindre frémissement discursif. Cette asymétrie est un fait

idéologique persistant qui mérite qu'on en souligne l'importance. À ceux qui sont censés lutter contre le diable, tout est permis¹¹. Et le diable n'a plus qu'un visage : le « fascisme ». En 2014, dire d'un personnage public qu'il est ou a été un « anti-communiste farouche » ou « viscéral » reste une accusation grave, laissant entendre qu'il pourrait être « d'extrême droite », c'est-à-dire situé du côté du « fascisme ». Inversement, dire d'un intellectuel ou d'un acteur politique qu'il est un « antifasciste résolu » relève du discours d'éloge – sauf s'il s'agit d'un propos ironique, hautement improbable venant d'un homme de gauche (qui ne joue pas avec ces questions, relevant du sacré).

La figure répulsive du communisme s'est en effet effacée. Ce que les néocommunistes appellent désormais « l'hypothèse communiste¹² » ne fait plus peur. Sous les diverses formes qu'il a prises depuis le début des années 1990, en particulier dans l'espace de l'« altermondialisme », dans celui de l'écologie politique ou dans les milieux qui adhèrent aux dogmes de la nouvelle gnose « anticapitaliste », le communisme exerce même une séduction¹³. Le vieil anticommunisme a perdu sa capacité de mobilisation et ne fonctionne plus pour diaboliser l'extrême gauche plurielle contemporaine. Le paradoxe doit être relevé : alors que l'antifascisme sans fascistes (autres que chimériques) se porte bien, l'anticommunisme semble avoir disparu, dans un contexte où les héritiers et les continuateurs du communisme préparent leur revanche, encouragés par la complaisance dont les gauches dites modérées font preuve à leur égard. La face de Janus du monstre totalitaire, tel qu'il avait été analysé, dans des perspectives différentes, par Hannah Arendt ou Raymond Aron, a fait place au visage hideux de l'unique « bête immonde », censée sortir encore du même « ventre », celui du nazisme (ou tel ou tel de ses substituts possibles), déshistoricisé et transformé en origine toujours présente, terriblement féconde¹⁴. Faut-il rappeler la remarque de bon sens, qui alors pouvait paraître incongrue, voire provocatrice, d'un Raymond Aron allant contre le sens du courant : « Quatre membres du FN sur la liste de l'opposition à Dreux, c'est moins grave que quatre membres du PC au Conseil des ministres¹⁵. » Aron, par cette déclaration publique, transgressait exemplairement le code politico-culturel

« antifasciste ». Mais celui-ci n'a nullement été ébranlé. Dans le monde des élites, l'antilepénisme occupe la première place sur l'échelle des positions « anti », et fait souvent couple avec l'anticapitalisme (ou l'« antilibéralisme », si mal nommé), alors que l'anticommunisme est jugé archaïque et dénué de sens. L'héritage idéologique diffus de l'antifascisme, en France, a pris le visage de l'antilepénisme ordinaire.

Il est surprenant que ne soit pas reconnu par de nombreux spécialistes des fascismes historiques et du nazisme le caractère strictement commémoratif de l'antifascisme contemporain, machine rhétorique utilisée officiellement pour « lutter contre l'extrême droite » mais fonctionnant en réalité, dans les démocraties libérales, comme une tactique de diversion ou un mode de délégitimation de l'adversaire politique. Amalgamer un mouvement ou une formation politique avec « le fascisme » ou le qualifier « d'extrême droite », c'est en effet l'exclure du cercle de l'idéologiquement acceptable, c'est donc marginaliser par la diabolisation toute opposition véritable au statu quo. Hitler est mort depuis 69 ans, mais il faut bien constater que l'antifascisme, loin d'avoir disparu avec sa cible principale, a montré depuis 1945 qu'il était une illusion idéologique durable, voire l'illusion renouvelable par excellence. Le néo-antifascisme est un instrument de création continuée du consensus de base dans les démocraties pluralistes. Il institue un absolu dans l'espace du relatif. Il insuffle un ersatz de transcendance dans la prose d'un monde strictement pragmatique. Il légitime la formation implicite, non déclarée, de « fronts républicains ». Mais, en France tout particulièrement, l'opération se fait au bénéfice de la seule gauche. C'est elle qui, face à toute figure du diable, a le « consensus au poing¹⁶ », lorsqu'il s'agit de gagner des élections. Soumise à un chantage pervers à la vertu, et soucieuse de paraître ne pas « perdre son âme », la droite a longtemps marché au fouet. Dans la démonologie néo-antifasciste, le « péril brun » est le seul péril mythique visible à l'horizon. Et, d'une façon générale, il est le seul péril chimérique à avoir survécu dans l'espace idéologique occidental : il a remplacé le « péril juif », le « péril jaune » et le « péril rouge ». Seule la « peste brune » a survécu parmi les représentations diabolisantes léguées par le XX^e siècle.

Face au « péril brun », le « tu ne toucheras point » est le premier commandement du sujet néo-antifasciste. Nouveaux intouchables, les « fascistes », porteurs du virus nommé « fascisme », doivent être tenus à bonne distance. Le second commandement précise cet interdit de contact : « Tu ne parleras point. » On ne doit, sous aucun prétexte, adresser la parole à un « fasciste » pour engager avec lui une libre discussion. Si le dialogue « démocratique » doit être en principe sans frontières, il doit cependant s'arrêter aux portes du « fascisme ». On ne discutera donc pas, on invectivera. Manière de rappeler l'impératif de mise à l'écart. Quant au troisième commandement, il se conclut clairement : « Tu dénonceras inlassablement. » Cela s'appelle toujours, même en l'absence d'un fascisme observable, la « lutte contre le fascisme ». S'il faut ne jamais cesser d'être antifasciste, c'est parce que le « fascisme » ne cesse de renaître ou de menacer de renaître. Avec l'ironie requise, Furet pointait le paradoxe et en expliquait la persistance : « La postérité s'étonnera sans doute que les démocraties aient inventé tant de fascismes et de menaces fascistes après que les fascismes ont été vaincus. C'est que, si la démocratie tient dans l'antifascisme, il lui faut vaincre un ennemi sans cesse renaissant¹⁷. » Les néo-antifascistes postulent que le diable ne peut être vraiment mort, ils croient qu'il est voué à renaître, et, à chaque « montée » de « l'extrême droite », que sa résurrection est imminente. Mais le propre du néo-antifascisme, ce n'est pas le fait qu'il appelle à lutter contre « le fascisme », c'est sa propension à accuser tout adversaire ou contradicteur d'être lié d'une quelconque manière avec le « péril brun », d'imiter les propos supposés typiques de ce dernier, de lui emprunter une analyse ou une revendication, de montrer de la complaisance à son égard, etc. Dès lors, le cercle de la diabolisation ne cesse de s'élargir. Soupçonnée d'être « contaminée » par l'extrême droite, ou d'« imiter » cette dernière, la droite libérale et modérée entre dans le cercle des entités diabolisables. Lorsqu'elle fait preuve d'un certain sens du réel, d'un goût trop prononcé pour la vérité ou d'un esprit de responsabilité, la gauche est elle-même diabolisable. Enfin, des résultats de sondages sont régulièrement interprétés, d'une façon quelque peu paranoïaque, comme établissant que la société française dans son ensemble

est en cours de « droitisation ». Une grande peur saisit en conséquence ceux qui s'attribuent le monopole des vertus démocratiques et de la défense des « valeurs républicaines ». Dénoncer la « droitisation » croissante de la droite, d'une partie de la gauche, voire de l'opinion française tout entière, c'est lancer une accusation ressemblant à une insulte du type « fascistes ! » C'est du même geste diaboliser tous les supposés « droitisés », ce qui revient à les épingleur en leur disant : « Vos idées sont d'extrême droite ! », « Vous pensez comme l'extrême droite ! »

Assiste-t-on, depuis le début des années 2000, à une inquiétante « droitisation » de la société française ? Ou bien plus simplement, trop simplement, à une conversion au « réalisme » de la majorité des citoyens français ? Certes, il est toujours difficile d'accepter la fin des illusions, c'est-à-dire la perte de nourritures psychiques, seraient-elles opiacées. Mais, en exprimant de diverses manières son exigence d'ordre, de sécurité et d'autorité, notamment en avouant sa perte de confiance vis-à-vis de ses dirigeants¹⁸, perçus comme des démagogues, le peuple rappelle à l'ordre et à la dure réalité ses élites politiques, intellectuelles et médiatiques. Parallèlement, dans tous les électorsats se manifeste une demande croissante de courage, de compétence et d'efficacité. Dans une France où la corruption n'est condamnée, sauf exception (le scandale Cahuzac), que sur un mode rhétorique, on n'ose plus rêver de la simple honnêteté, vertu privée, non politique. C'est dans cette France qui refuse de considérer la réalité de son déclin, et dénonce rituellement le scepticisme, le pessimisme et le « déclinisme¹⁹ », que le Front national est dénoncé par les élites comme la menace principale, dont le premier trait est qu'elle ne cesse de s'accroître. Car il est de notoriété publique que le FN, depuis 1984, « monte²⁰ ». L'évidence est d'ordre idéologique, sa valeur de vérité n'a pas besoin d'être démontrée ou établie d'une façon scientifique.

Un axiome, devenu un lieu commun, joue le rôle de l'explication insaisissable de la « montée du Front national », qui par définition « inquiète ». On en trouve une formulation claire dans cette affirmation péremptoire de Pierre Moscovici, alors ministre socialiste de l'Économie : « Le Front national (...) prospère quand la démocratie est dégradée, il prospère quand les idées n'existent

plus²¹. » Le problème demeure, bien entendu, car l'on ne saurait considérer qu'en France, de 1984 à 2014, sous Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande, la démocratie n'a cessé d'être « dégradée » tandis que les idées, pourtant spécialité française reconnue et appréciée à l'étranger, s'étaient envolées ailleurs. L'explication est illusoire. Cette pseudo-explication a cependant valeur d'indice. Le goût des formules creuses, mais frappantes et sonores, est ce que politiques et publicitaires ont en commun. Elles animent les faux débats qui occupent le grand public captif, tout en renforçant l'emprise du verbiage, ce maître incontesté du monde de la communication.

Chapitre premier

La réinvention des deux France et le parti de la peur

« Chacun le sait : c'est dans les sentiers battus qu'il y
a le plus d'ornières¹. »

Raoul Girardet

Depuis la fin des années 1980, on assiste à la réinvention des deux France, par-delà l'opposition désuète entre la « fille aînée de l'Église » et la « patrie des droits de l'homme », le ralliement général à la forme républicaine de l'État, au principe de laïcité et à la vision égalitariste des droits de l'homme ayant signé son effacement historique. Cette dualité franco-française, en tant que schème formel, s'est ritualisée depuis la Révolution française, et n'a cessé de se redéfinir selon les contextes, autour d'une opposition idéologico-politique centrale. Les « guerres franco-françaises » n'ont jamais cessé de renaître, en se métamorphosant². Ces guerres civiles furent chaudes, froides ou verbales. Et, régulièrement, les élites « modernisatrices » ou réformistes, appelant au consensus ou croyant que son temps était venu³, ont varié sur le thème dont Maurice Duverger, en février 1984, a donné la version canonique : « Délivrés de la guerre civile chaude puis de la guerre civile froide, nos concitoyens aspirent maintenant à sortir de la guerre civile verbale⁴. » Mais, si la France est souvent gouvernée au centre, le centrisme est resté un idéal peu mobilisateur. Les Français ne s'engagent pas dans la bataille pour le consensus.

Contrairement à la prophétie de la « fin des idéologies », les conflits idéologiques n'ont pas disparu au profit d'un « pragma-

tisme » hégémonique, ils se sont métamorphosés. Aux révoltes contre le système social existant se sont substituées des revendications fondées sur la défense des intérêts de groupes sociaux très diversifiés. La révolte globale contre « le Système » (la société capitaliste ou « bourgeoise ») a fait place à la revendication dans « le Système », avec le projet d'y occuper une place reconnue. Les conflits n'ont pas disparu, ils se sont multipliés, disséminés, redessinés, en perdant la forme idéologique du grand affrontement manichéen « classe contre classe » théorisé par le marxisme.

À la fin des années 1950, Raymond Aron formulait l'hypothèse que, en France comme dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest, la lutte de classes était non seulement en déclin, mais en passe d'être remplacée par ce qu'il appelait la « satisfaction querelleuse⁵ ». Pour les observateurs les plus optimistes, libéraux ou sociaux-démocrates, écrivant quelques années avant ou après l'effondrement du communisme soviétique, c'était la preuve que l'évolution des sociétés démocratiques occidentales se caractérisait par un « progressif apaisement des conflits⁶ », dû notamment à la banalisation des valeurs individualistes ou postmatérialistes et à la formation d'une vaste classe moyenne. Mais, en France, tandis qu'on se félicitait des « progrès du consensus », la ré-idéologisation des conflits a emprunté des chemins imprévus (et imprévisibles), ouverts, sur un premier front, par l'irruption en 1983-1984 du parti lepéniste, qui a politisé le thème de l'immigration en définissant son nationalisme identitaire et souverainiste comme un « antimondialisme », et, sur un autre front, par le surgissement, au cours des années 1990, d'une nouvelle configuration contestatrice, dont l'écologie politique et l'« altermondialisme » ont, dans leurs entrecroisements, constitué le fer de lance, redonnant vie au rejet du capitalisme à travers une critique radicale de la « mondialisation sauvage » ou du « néolibéralisme ». Quant aux élites pensantes, communicantes ou dirigeantes, elles se sont dans l'ensemble ralliées à la vision plus ou moins messianique de la mondialisation « heureuse » (le salut par la multiplication des échanges) ainsi qu'à l'idée d'une Europe postnationale (le salut par l'abolition des frontières). Le Front national a réinventé un discours « anti-Système » tout en prétendant marcher vers le pouvoir au sein du « Système » qu'il ne cesse de dénoncer.

Tel est le paradoxe du parti lepéniste : affirmer sa volonté de désintégrer le « Système » tout en luttant pour s'y intégrer pleinement.

À l'époque de ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire Dreyfus, le paysage a semblé se simplifier durant quelques années, en devenant l'arène dans laquelle s'affrontaient dreyfusards et anti-dreyfusards⁷. Les années 1930 ont été dominées par l'opposition entre les anticommunistes et les antifascistes⁸. L'opposition entre Résistants et Collaborateurs, à l'époque de Vichy, puis entre leurs héritiers respectifs, a structuré l'imaginaire politique des années 1940 et 1950⁹. Le conflit entre gaullistes et antigauillistes de diverses obédiences, de la fin des années 1950 à la fin des années 1970, a largement surdéterminé le champ des affrontements politiques. Durant le second septennat de François Mitterrand, on a vu simultanément surgir, d'une part, une France qui a peur devant certaines réalités plus ou moins mythifiées – à commencer par « l'immigration »¹⁰ –, et, d'autre part, une France qui a peur de la peur des autres, et tend à nier les problèmes posés par ces derniers. La première a peur d'un avenir imaginé sous l'angle de la menace, celle de la disparition de la France, la seconde d'un manque d'avenir dû à la fermeture de la France sur elle-même.

Deux France qui se font peur

On retrouve ici l'opposition classique entre ceux qui, saisis par l'inquiétude, privilégient la recherche de la stabilité dans un monde incertain (les « conservateurs » soucieux de vivre dans un ordre social stable et « habitable », à visage humain) et ceux qui jugent que le « poids du passé » fait obstacle au dynamisme des sociétés « ouvertes » (les « progressistes », adeptes de la religion du « changement » permanent et des échanges salvateurs)¹¹. Si la hantise d'une fin du passé et du présent de la nation française caractérise la première France, la seconde s'inquiète surtout de la persistance du passé dans le présent, en ce qu'elle risquerait d'oblitérer l'avenir¹². Ces deux France mutuellement hostiles ne représentent pas une nouvelle version de l'antagonisme, lieu commun de la rhétorique politique, entre un « peuple de droite »

et un « peuple de gauche ». Elles traversent les frontières entre droite et gauche. Leur ligne de démarcation ne reproduit pas non plus le vieux clivage entre conservatisme et progressisme, encore moins le clivage entre réactionnaires et révolutionnaires.

La première France, majoritaire, regroupe approximativement « ceux d'en bas », la nouvelle plèbe, disons les « milieux populaires », les oubliés, les exclus ou les victimes de la mondialisation, et une importante partie de ce qu'on appelle encore les « classes moyennes », catégorie d'amalgame aux multiples usages idéologiques. Ses représentants se reconnaissent dans la France comme nation dotée d'une figure historique distincte et supposée toujours vivante, caractérisée par un ensemble de traditions, de valeurs et d'aspirations – disons, « l'identité française », en tant que figure historique substantielle. Ils tiennent au maintien de la souveraineté nationale, ils sont attachés à la version française, dite républicaine, de l'État-providence (l'État social et/ou protecteur), et se font volontiers les défenseurs de l'identité nationale, qu'ils perçoivent souvent comme menacée de dilution, de défiguration ou d'effacement par des « mélanges » excessifs. Ces citoyens sont désarmés et malheureux, car ils ne voient guère dans la construction européenne et la globalisation des échanges, qui tendent à effacer les frontières, que des raisons d'être inquiets. Un sentiment polymorphe d'insécurité les saisit. Ils aspirent à être protégés¹³. Leurs craintes et leurs aspirations sont représentées et plus ou moins théorisées par une minorité d'intellectuels, de droite ou de gauche, stigmatisés par leurs adversaires soit comme des partisans du « repli national » ou d'un protectionnisme hexagonal (les « souverainistes »), soit comme des adeptes de la vision du déclin ou de la décadence de la France (les « déclinistes »), qu'ils soient ou non partisans d'un « sursaut »¹⁴. La deuxième France se compose de tous les citoyens chanceux qui bénéficient, d'une manière ou d'une autre, des effets de la mondialisation et de l'ouverture des frontières, disons « ceux d'en haut », qui sont en rupture ou en sécession avec « ceux d'en bas ». Ses représentants se reconnaissent à leur faible sentiment national. Dans la hiérarchie de leurs cercles d'appartenance, le sentiment d'appartenir à la communauté des citoyens français n'occupe pas la première place. Il peut même être relégué à la

Chapitre 7. Extension du champ de la diabolisation :	
le spectre de la « droitisation ».....	213
Extrême droite, droite extrême, extrémisation de la droite : voyage dans la confusion.....	216
Les nouveaux « ultras » de l'ombre : un fruit de la « droitisation »?....	232
Contre Valls et Le Pen, même combat ! Le stade suprême de l'impéritie.....	237
Chapitre 8. Après les municipales de mars 2014 :	
ce qui reste de l'antilepénisme.....	243
La dynamique du nouveau FN : vers le tripartisme?.....	250
Que faire, sinon « rediaboliser » ? L'impuissance réitérante.....	259
Au-delà du discours commémoratif.....	263
L'homme de gauche invisible : retour sur une identité perdue.....	267
Conclusion. Persistance et métamorphoses du nationalisme...	271
Notes	289

Du même auteur

La Force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles, Paris, La Découverte, 1988 ; 2^e éd. corrigée, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1990.

Face au racisme (dir.), Paris, La Découverte, 1991, 2 vol. ; nouvelle édition corrigée, Paris, Le Seuil, coll. « Points-Essais », 1993.

Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité (en codirection avec Gil Delannoi), Paris, Kimé, 1991.

Pourquoi nous ne sommes pas nietzschéens (en collaboration avec Vincent Descombes, Luc Ferry *et al.*), Paris, Grasset, 1991.

Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usages d'un faux, Paris, Berg International, 1992, t. I : *Introduction à l'étude des Protocoles. Un faux et ses usages dans le siècle* (nouvelle édition refondue et augmentée, en coédition avec Fayard, 2004) ; t. II : *Études et documents* (dir.). [Prix Bernard Lecache décerné en 1992].

Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique, Paris, Descartes et Cie, 1994.

Les Fins de l'antiracisme, Paris, Michalon, 1995.

La République menacée, Paris, Textuel, 1996.

Le Racisme, Paris, Flammarion, 1997.

La Couleur et le Sang. Doctrines racistes à la française, Paris, Mille et une nuits, 1998 ; nouvelle édition refondue et augmentée, 2002.

Face au Front national (en collaboration avec Michèle Tribalat), Paris, La Découverte, 1998.

L'Antisémitisme de plume 1940-1944 (dir.), Paris, Berg International, 1999. [Prix étudiant du livre politique, 1999].

L'Effacement de l'avenir, Paris, Galilée, 2000. [Prix Philippe Habert de science politique, décerné en 2001].

Du progrès. Biographie d'une utopie moderne, Paris, Librio, 2001.

Résister au « bougisme ». Démocratie forte contre mondialisation techno-marchande, Paris, Mille et une nuits, 2001.

Nationalismes en perspective (en codirection avec Gil Delannoi), Paris, Berg International, 2001.

La Nouvelle Judéophobie, Paris, Mille et une nuits, 2002.

L'Illusion populiste. De l'archaïque au médiatique, Paris, Berg International, 2002 ; nouvelle édition refondue et augmentée : *L'Illusion populiste. Essai sur*